

Les " faux " mariages homosexuels de Sidi Ali au Maroc : enjeux d'un scandale médiatique.

Florence Bergeaud-Blackler, Victor Eck

▶ **To cite this version:**

Florence Bergeaud-Blackler, Victor Eck. Les " faux " mariages homosexuels de Sidi Ali au Maroc : enjeux d'un scandale médiatique.. Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée, 2011, 129, pp.203-221. halshs-00602623

HAL Id: halshs-00602623
https://shs.hal.science/halshs-00602623

Submitted on 1 Jul 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

! Pour citer cet article référez-vous svp à la version finale publiée dans le numéro 129 de la *REMMM, Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*.

Les « faux » mariages homosexuels de Sidi Ali au Maroc : enjeux d'un scandale médiatique

par

Florence Bergeaud-Blackler[1] et Victor Eck[2]

Résumé *: Les affaires de « mariages homosexuels » à Ksar el Kebir puis à Sidi Ali ont fait grand bruit dans la presse marocaine. Au-delà de l'émotion soulevée par le scandaleux amalgame entre l'institution respectée du mariage et une forme illégale de sexualité, elle a mis en évidence une transformation du traitement public de la question homosexuelle. Le changement de ton de la presse reflète-t-il celui de l'attitude de la société marocaine vis-à-vis de l'homosexualité ? Assiste-t-on à l'émergence d'une communauté homosexuelle militant pour la défense de ses droits ? Les « mariages » de Ksar el Kebir et de Sidi Ali constituent-ils des démonstrations visant à briser le tabou de l'homosexualité par l'émergence d'une « fierté » homosexuelle ? D'enquêtes menées à Sidi Ali, nous concluons que la médiatisation autour des affaires de mariages d'homosexuels a été l'instrument d'une stratégie d'un « retour de la morale » consécutive à la période d'établishement du roi Mohamed VI, plutôt que l'émanation d'un réel débat sur la condition homosexuelle au Maroc[3].*



LA « CONDITION HOMOSEXUELLE » ET LE « NOUVEAU VISAGE » DU MAROC

Au Maroc l'homosexualité constitue un tabou social et un délit passible d'emprisonnement[4]. En 2004, une partie de la presse a commencé à évoquer

[1]Florence Blackler est anthropologue, chercheure associée à l'IREMAM, CNRS (Aix en Provence) et visiting fellow à la School of Sociology and Social Policy de l'Université de Nottingham (auteure principale).

[2] Victor Eck est chercheur indépendant. Il vit au Maroc depuis de nombreuses années.

[3] Nous remercions les lecteurs anonymes de la REMM pour leurs commentaires et leurs suggestions. La transcription des termes arabes n'a pas suivi la norme de la revue mais celle de la presse marocaine francophone ou celle des auteurs des articles cités.

[4] Au Maroc, les pratiques homosexuelles sont punies de peine d'emprisonnement de 6 mois à 3 ans. (article 489 du code pénal).

publiquement les homosexuels marocains usant d'une liberté de ton impensable quelques années auparavant. Elle le faisait non plus seulement de façon scandaleuse ou anecdotique, mais à partir d'analyses sociétales, de témoignages directs sur la « condition » homosexuelle. Rapporter un point de vue d'homosexuels, c'était rompre avec un discours psychomédical sur des pratiques sexuelles déviantes, et envisager une subjectivité autre que celle imposée par la norme hétérosexuelle. Cette subjectivisation reposait sur une relative banalisation de l'image de l'homosexuel rompant avec les représentations traditionnelles des déviants et invertis. Ainsi l'hebdomadaire *Tel Quel* titrait en couverture "*Etre homosexuel au Maroc : quoi qu'on pense d'eux, ils existent et ils se cachent. Et si on les écoutait ?*". Les deux hommes représentés de dos en page de couverture du magazine avaient une apparence masculine, la main de l'un enveloppant le cou de son ami, ce qui est une posture courante dans la rue marocaine et qui n'indique pas une orientation sexuelle. L'illustration rompait avec les deux principales représentations de l'homosexualité dans les pays méditerranéens, *statut-différenciée* (un garçon objet sexuel d'un homme d'âge mûr) et *sexe-différenciée* (un homme viril et un homme efféminé). Le texte levait un autre tabou de la division sexuelle de l'espace marocain, en expliquant qu'hors mariage, il était bien plus aisé d'avoir des relations homosexuelles qu'hétérosexuelles. Ainsi témoignait ce Tangérois de 21 ans: "*Je n'ai absolument aucun problème à vivre ma sexualité normalement au Maroc et je n'ai jamais pensé à quitter le pays (…)"il ne faut rien changer à la société marocaine* »[5] ou cet homme de 45 ans : "*C'est même plus facile pour un couple homo que pour un couple hétéro de vivre pleinement sa sexualité, puisque deux hommes peuvent habiter ensemble, voyager ensemble et même prendre la même chambre d'hôtel. Aucune loi ne l'interdit. Alors qu'un couple hétéro non marié aura beaucoup plus de problèmes pour vivre son intimité*" (Tel quel, 2004).

Toujours en 2004, se créait une association marocaine pour les droits des homosexuels. Kif Kif (littéralement « pareil-pareil ») a été fondée par de jeunes homosexuels (masculins) dont Samir Bergachi, lequel expliquait l'initiative par un contexte politique favorable : « *Nous sentons qu'il y a un climat propice en ce moment au Maroc pour le débat sur l'homosexualité, les droits des minorités sexuelles et les droits de l'Homme en général. Nous voulons aussi profiter de la montée au créneau des homosexuels dans d'autres pays arabo-musulmans, comme l'Algérie (association Amal), la Tunisie, l'Egypte et même l'Iran, pour faire avancer la cause des minorités sexuelles au Maroc et lancer un message historique pour leur droit à une existence libre.(…). L'*arrivée au pouvoir de Mohamed VI dont les jeunes marocains attendaient une politique plus libérale en matière de mœurs notamment suscitait de grands espoirs: « *le Maroc est en pleine transition démocratique, et nous voulons en profiter pour lancer un message politique sur la nécessaire amélioration de la condition homosexuelle dans notre pays* »[6].

[5] Tel Quel, n°120, 2004.

[6] Certes Kif Kif n'a pas pu établir son siège social dans le Royaume car ce qu'elle défend est frappé d'illégalité, mais ses militants estiment que cette distance ne nuit pas à son efficacité Le siège est situé à Madrid, Cette mise à distance n'est pas forcément pénalisante puisqu'internet la rend aussi proche que si

Certes ces changements concernaient une partie encore marginale de la société marocaine, mais la résonance médiatique fut importante dans et hors les frontières du Royaume. Certains Marocains résidant à l'étranger y décryptent encore un symbole du nouveau Maroc moderne de M6[7]. "*Le Maroc devient de plus en plus un espace de débats démocratiques. Pouvoir parler publiquement de questions qu'en d'autres lieux il est interdit d'évoquer, n'est-ce pas, en effet, un signe de santé? C'est ce que, personnellement, je retiens d'abord de tous les «bruits» qui se font entendre autour de la question de l'homosexualité au Maroc.*" écrivait Rachid Benzine (Autrement, 2009).

Ce traitement de la condition homosexuelle préfigurait-il un débat sur la dépénalisation, était-il devenu plus acceptable de vivre son homosexualité au Maroc ? Trois ans plus tard, les affaires des mariages homosexuels de Ksar el Kebir et de Sidi Ali (2007) montrent que l'homosexualité reste un sujet émotionnel et tabou, politiquement exploitable et mobilisable, et que l'heure n'est pas à encore un débat sur la dépénalisation. Toutefois, si la médiatisation des affaires de mariages homosexuels menace l'accommodement discret des pratiques homosexuelles, en contrepartie elle participe d'une prise de conscience d'elle-même de la communauté gay marocaine.

LE « FAUX » MARIAGE DE KSAR EL KEBIR

Le 19 novembre 2007 dans la ville de Ksar el Kebir, une ville moyenne de 100 000 habitants, située à mi-chemin entre Rabat et Tanger, un habitant organise une soirée privée au cours de laquelle un homme danse déguisé en femme. Un enregistrement vidéo de cette danse est téléchargé par un inconnu et diffusé sur internet par le biais du site Youtube, rendu ainsi visible et reproductible dans le monde entier[8]. Le surlendemain la presse marocaine rapporte la colère « irrépressible » des habitants sortis « par milliers » dans la rue pour manifester bruyamment leur mécontentement et scander des slogans homophobes. Cette manifestation est encadrée par plusieurs partis politiques et associations, islamistes comme le PJD, Al Adl Wal Ihsane, Al Badil Al Hadari, mais aussi, et c'est plus surprenant, par la section locale del'AMDH[9]. Ils adressent une pétition au procureur général appelant à "l'ouverture d'une enquête officielle sur la célébration d'un mariage homosexuel". Le journal arabophone *El*



elle se trouvait à Tanger, Casablanca ou Fès, garantit l'anonymat des internautes lesquels peuvent se connecter au forum de discussions de l'association jour et nuit.

[7] en référence à « M6 » la sixième chaine de TV française qui diffuse des programmes orientés vers un public jeune de moins de 35 ans

[8] Créé en 2005, le site YouTube est un site d'hébergement de vidéos sur lequel les utilisateurs peuvent envoyer, visualiser et partager des séquences filmées. Les enregistrements vidéo sont ainsi visibles et téléchargeables par tous les ordinateurs connectés au web dans le monde.

[9] l'association marocaine des droits de l'homme

Massae fait sa une sur les mariages homosexuels au Maroc illustrée par le portrait d'un homme travesti enturbanné et maquillé (cf. illustration ci-contre). Le prêche du vendredi enflamme une « horde de fidèles » « les yeux rouges de colère, demandant "justice, sanctions et réparation" décidés à s'en prendre à l'organisateur de la cérémonie et ses invités. Des commerces sont saccagés par des émeutiers provoquant la réplique des matraques des forces de sécurité. Les rumeurs fusent et des individus, dont le nom circulent par erreur, sont assaillis par les protestataires[10].



L'affaire s'éteint aussi vite qu'elle a surgit. L'arrestation de six personnes mais surtout la déclaration du ministre de l'Intérieur M.Benmoussa affirmant qu'aucun mariage homosexuel n'avait eu lieu à Ksar el Kebir, que cette affaire relevait du « pur charlatanisme », l'organisateur étant un homme aux antécédents judiciaires[11], font cesser les manifestations. Lors du procès, le procureur du Roi ne parle plus de mariage, mais évoque une «soirée gnaoua» où des hommes ont pu être habillés en femme : «une femme leur aurait demandé de s'habiller comme elle et d'offrir un présent au saint Sayed Al Madloum»[12]. Dans la classification des transgressions, le « charlatanisme » pratiqué par de supposés faux voyants est donc bien moins dangereux qu'une honnête manifestation homosexuelle.

Tel est le sens de ce message politique qui ne rencontre curieusement aucune objection. Au contraire, la bulle médiatique se dégonfle aussitôt. *Tel Quel*, pourtant prompt à critiquer la « chasse à l'homo »[13], adopte l'appellation officielle d'affaire de « faux » mariage reconnaissant qu'il ait pu en effet s'agir d'une banale affaire de « voyance ». Le journal *Al Massae* qui avait contribué à enflammer l'opinion en publiant une photo d'un travesti, piochée dans une banque d'image, et relaté l'homosexualité d'une personnalité publique, est mis en procès puis lourdement condamné[14].

La version officielle est portée par un consensus de toute la classe politique. Les partis islamistes ont certes appelé aux manifestations mais ils s'estiment suffisamment

[10] Maroc hebdo, n°769

[11] Source Tel Quel, n°300

[12] L'acte d'accusation concernant les six personnes arrêtées porte sur une "Implication présumée dans des actes contraires à la loi" mais sans mention d'homosexualité. Accusés d' «atteinte aux mœurs en public», de «perversion sexuelle», et de «commerce illégal d'alcool», le principal prévenu est finalement condamné à un emprisonnement de 10 mois

[13] Tel Quel n°300.

[14] "Nos comptes sont bloqués, nous n'avons plus de quoi payer l'imprimerie, les journalistes, les employés ", a déclaré à l'AFP le directeur du journal. Vendredi 7 novembre 2008. Mais en Janvier 2010 elle n'avait toujours pas payé d'amende.

rétribués par l'émoi populaire n'ayant rien à gagner d'un conflit avec le pouvoir durant cette période pré-électorale. Les partis conservateurs et progressistes soutiennent la version royale qui tient les islamistes pour suspects d'avoir voulu faire croire à un mariage homosexuel afin d'en retirer des dividendes politiques auprès des classes populaires. Enfin, en adoptant un profil bas, le siège national de l'AMDH tente de faire oublier ses conflits internes et notamment la signature, par sa section locale, de la pétition contre les mariages avec les partis islamistes et conservateurs.

Cette première affaire montre que la visibilité homosexuelle reste un sujet tabou au Maroc, que la gauche en particulier n'est pas prête à s'engouffrer dans la brèche ouverte par la presse progressiste pour un débat de fond sur l'homosexualité et sa dépénalisation. C'est de ce constat qu'il convient de partir pour saisir quelques uns des enjeux des affaires de « mariages homosexuels » du moussem de Sidi Ali. Nous avons pour cela enquêté de juillet à octobre 2009, en effectuant une revue systématique de la presse francophone, et en procédant à des interviews en arabe et en français.

*

Lorsque la présence d'un élément atypique est indiquée par les media, qu'elle provoque la réaction musclée des autorités, les discours spontanés mettent rarement en doute les faits, mais s'élaborent plutôt autour de la justification de cette présence. Quand nous sommes allés enquêter à Sidi Ali en 2009[15], personne ne mettait en doute l'idée d'une surreprésentation homosexuelle à Sidi Ali, chacun tentait de l'expliquer à partir de souvenirs, et de maigres indices. Selon un membre de l'association des « amis de Sidi Ali Ben Hamdouch[16] - » et en dépit de ses réserves sur la sur-médiatisation de la présence gay à Sidi Ali- les homosexuels étaient devenus "remarquables" dans les années 1990. Ils avaient été recrutés par des *chouwafat* (voyantes) au titre d'aide-domestiques ou d'ouvriers, auraient été initiés aux différents rites se déroulant autour du mausolée, et auraient ainsi progressivement investi les rituels, notamment celui de Lalla Aicha Soudania. Ces nouveaux voyants (*chouwaf*) auraient entraîné dans leur sillage l'arrivée de visiteurs homosexuels. Nous avons donc contacté des voyantes et des personnes homosexuelles de notre entourage puis procédé à un recrutement selon la méthode du *snowball sampling*[17].

Nos dix-huit interviewés âgés de 22 à 54 ans appartenaient à différentes catégories sociales résidant à Casablanca, Fès ou à Sidi Ali. Certains développaient des activités ou des relations qui les liaient au monde de la voyance, à celui des confréries, ou aux milieux « gay » (selon leurs propres termes). Jamila 45 ans connaît très bien la médina

[15] Sur la base d'entretiens menés en 2009 à Sidi Ali et à Fez auprès d'habitants dont certains ayant des pratiques homosexuelles.

[16] interviewé dans un café de Sidi Ali en Juin 2009.

[17] Ou méthode « boule de neige » : elle consiste pour l'enquêteur à recruter des enquêtés selon des critères définis et à leur demander de recruter ou nommer à leur tour d'autres enquêtés selon des critères similaires.

de Fez et certains de ces quartiers périphériques où se sont installés de nombreux voyants et voyantes qu'elle fréquente régulièrement. Redouan, son mari, est *moqaddem* (chef de groupe) et se rend à Sidi Ali depuis de nombreuses années. Ils nous ont recommandé des contacts, et parmi eux celui de Kenza, 30 ans, employée dans le secteur du tourisme et fortement impliquée dans la voyance puisque une partie de sa famille vit de cette activité. Fouad, 36 ans, homosexuel, est une ancienne connaissance de l'un d'entre nous que nous avons interviewé chez un de ses amis dans la médina de Fès. Abdel Ali, 27 ans, homosexuel est doctorant à Fès et réside souvent chez un ami Français de la ville nouvelle chez qui nous l'avons rencontré. Kerim et Aziz sont deux amis de 22 ans, étudiants dans l'hôtellerie et fréquentent assidûment les boîtes réputées « gay » des bords de plages de Ain Diab à Casabanca où ils résident. Nous avons également rencontré Khadija, 46 ans et Safae, 50ans, toutes deux voyantes et résidentes dans la médina de Fez, contactées par l'intermédiaire de Jamila. Safae nous a conduits auprès de Mohamed âgé de 52 ans, voyant de profession, installé dans la périphérie de la médina de Fez. Nous avons également rencontré deux étrangers résidents permanents au Maroc, Mathieu, français âgé de 54 ans et Charles britannique âgé de 35 ans. Chez Mathieu, nous avons également interviewé Mohsin un homosexuel de 36 ans. Enfin, quelques enquêtes ont été menées dans la ville nouvelle de Fez, auprès de Aberrazzaq, 29 ans, Younès 28 ans et Adil 26 ans tout trois homosexuels contactés grâce à Abdel Ali. A Sidi Ali, nous nous sommes entretenus avec un descendant du saint, président de l'association des « amis de Sidi Ali Ben Hamdouch ». Malgré de nombreuses tentatives, nous n'avons pas réussi à interviewer de lesbiennes marocaines.

ANALYSE DES ENJEUX DE L'AFFAIRE DE KSAR EL KEBIR

L'année qui suit les émeutes de Ksar le Kebir, en 2008, 46 personnes sont arrêtées durant le moussem de Sidi Ali[18] au motif explicite d' « *atteintes aux mœurs auxquelles se livrent des groupes de gay et de lesbienne (sic)*». La présence des *mkhazniya (forces auxiliaires)* et des policiers postés autour des villages de Sidi Ali et Sidi Ahmed en charge d'assurer la sécurité de la dizaine de milliers de pèlerins est renforcée. Des filtrages sont organisés aux entrées de la ville, la tenue de registres est imposée aux chambres d'hôtes[19]. Mais les personnes arrêtées seront toutes libérées, car le délit n'est passible d'aucune peine. L'intervention policière semble plus dissuasive que répressive comme nous l'indiquait un témoin : « *les filtrages sont comparables à des vidages de boite de nuit, on ne peut pas parler de répression* ». Comment expliquer cette mise en scène de la répression ? Les homosexuels sont-ils si nombreux à Sidi Ali qu'un tel dispositif policier soit nécessaire ?

[18] le 22 mars 2008 à Sidi Ali.

[19] « chaque individu qui présentait des apparences homo, était photographié et consigné dans un registre. Certains ont même été interdits d'entrer à Sidi Ali, qui a pris l'apparence d'une forteresse gardée par des centaines de gendarmes, des compagnies des forces auxiliaires mobiles et des informateurs de la DAG de la province. Les gendarmes assistent depuis le début du Moussem à un drôle de casting. Ils doivent identifier toute personne susceptible de semer le trouble » Sidi Ali Ben Hamdouche : Un Moussem sous le signe des bonnes mœurs, *La Gazette du Maroc*, 28 Mars 2008.

Présence ou visibilité homosexuelle durant le moussem de Sidi Ali

A en croire le journal *Le Reporter*[20], des mariages homosexuels seraient célébrés « en grande pompe » durant le moussem de Sidi Ali. Le journal décrit les détails d'une cérémonie de mariage entre deux hommes : « *Les deux silhouettes ont tout d'un mari et d'une femme qui convolent en justes noces, sauf que nous découvrons qu'il s'agit de deux hommes. Le premier, en djellaba blanche, sourit aux convives. Le second, le henné plein les mains, est en caftan. Il déambule en distribuant des sourires qui, même mesurés, l'obligent à refaire plusieurs fois son maquillage. Des « neggafate » (maquilleuses et habilleuses...) sont là pour que le mari et son marié soient les stars de leur nuit de noces. Pour ce faire, les mariés sont placés sur des fauteuils trônant au milieu de la salle qui est bien gardée ».* Selon le journaliste l' «*hyper souk* » de Sidi Ali prend des allures de « *Gay pride* » : *« Pendant toute la durée du moussem, les couples d'homosexuels se baladent en se tenant par la main. Certains parmi eux sont reconnaissables à leurs dandinements lorsqu'ils marchent et à leurs gestes exagérément féminins. D'autres, se font remarquer par leurs vêtements moulants, leur fond de teint ou encore leur parfum qui se sent de loin. D'autres encore, tatoués au henné et portant des bijoux, font tout pour ne pas passer inaperçus. Ici, le tabou de la relation homosexuelle au Maroc est brisé. C'est ce qui fait dire à cet observateur : « Le temps d'un « moussem», Sidi Ali devient un corridor de l'exception culturelle au Maroc ».*

Comment évaluer la présence d'une population caractérisée par ses pratiques sexuelles illégales effectuées à l'abri des regards ? Les indices de présence d'une population homosexuelle comme le « dandinement », les « gestes efféminés », « se tenir par la main » sont bien ténus, en particulier durant le moussem où les expressions les plus exubérantes font partie de la fête ou de la « cure ».

Les versions de Jamila et Kenza, recueillies dans un quartier périphérique de la médina de Fez concordent avec celle exposée plus haut par notre interlocuteur chrif : les *zamel* (terme péjoratif qui peut se traduire par « pédés ») seraient d'anciens clients de voyantes venus de grandes villes comme Casablanca qui se seraient établis comme *chouwaf* à Sidi Brahim (un moussem du sud du Maroc) et à Sidi Ali en raison de l'existence de sanctuaire dédié à Lalla Aïcha[21]. Les homosexuels affectionneraient tout particulièrement cette *jinnya* pour des raisons que nous n'avons pas pu clairement élucider au cours de cette première enquête[22]. Nos interviewés évaluaient

[20] Au « moussem » de Sidi Ali Ben Hamdouche (Meknès/Maroc) : Des hommes se marient...avec des hommes.Source: Mohamed El Hamraoui pour le journal, *Le Reporter* 29/4/2007

[21] « Les hommes fréquentaient les *chouwafat* pour les mêmes raisons que les femmes : magie, séduire un autre homme etc. Ils découvrent qu'ils peuvent faire toutes les incantations eux-mêmes et deviennent petit à petit *chouwaf*. Les femmes aussi leur rendent visite » explique Kenza rencontrée chez elle en juillet 2009.

[22] Il faudrait étudier les rituels accomplis par les homosexuels, évaluer éventuellement leur spécificité. L'homosexualité est-elle assimilée à une possession par un jinn, et cette condition homosexuelle constitue-t-elle une compétence dans l'intermédiation avec le surnaturel ? Le moussem comme manifestation ponctuelle et régulière est-il investi par une communauté homosexuelle qui prend conscience d'elle-même et qui aurait choisi Lalla Aicha comme icône ? Il est possible que tous ces éléments concourent à cette présence, mais comme nous l'avons dit, celle-ci est (encore ?) trop peu visible, et trop contrôlée par les pouvoirs publics, pour que l'on puisse en observer et analyser de façon fiable les caractéristiques.

la présence homosexuelle à partir des manières efféminées qu'ils décelaient chez les visiteurs, mais ils tempéraient eux-mêmes leurs propos en soulignant que la visibilité homosexuelle ne pouvait être confondue avec la présence homosexuelle : que « Les *chouwaf* n'étaient peut-être pas tous de « vrais »homosexuels » », que certains feignaient d'en être pour en tirer les bénéfices, que les Fassi (hommes originaires de Fez non loin de Sidi Ali) arboraient, eux aussi, des manières raffinées jusqu'à être efféminées, qu'à l'inverse il était fréquent que des hommes à l'apparence masculine ait des relations homosexuelles (actives) et que les comportements des hommes dans la rue ne permettaient pas d'indiquer avec certitude une orientation sexuelle spécifique. Quant à savoir s'il y avait une présence homosexuelle féminine à Sidi Ali, il fallait préciser la question pour que nos interlocuteurs comprennent que nous parlions de lesbianisme tant cette suggestion était source d'étonnement. La visibilité homosexuelle ne pouvait être que masculine.

Puisque la présence homosexuelle ne peut être discernée, que l'homosexualité n'est pas un objet de débat politique (aucun parti ne conteste son illégalité), quels sont alors les enjeux de la mise en scène de la répression homosexuelle à Sidi Ali ?

Nous avons identifié au moins trois raisons à l'origine de la mise en scène de la répression homosexuelle à Sidi Ali depuis 2008. La première tient aux relations qu'entretient le pouvoir avec les *chorfa* et la confrérie des *Hamadcha* ; la seconde tient aux craintes relatives à la mercantilisation du moussem; et au rôle de plus en plus importants joués par les voyants dans l'économie du moussem.

Le Makhzen et la confrérie des Hamadcha : un compromis politique

Auprès d'une grande partie de la population marocaine, la confrérie des Hamadcha est porteuse d'une réputation sulfureuse notamment du fait des relations étroites qu'elle entretient avec le monde des invisibles et des pratiques d'automutilation de certains de ses adeptes (Crapanzano 2000 ; Reysoo 1991). Les rites confrériques échappent au contrôle des oulémas officiels, mais s'ils sont relativement confinés à certains espaces ils alimentent néanmoins encore fortement l'espace imaginaire marocain. Les liens entre le Makhzen et les *chorfa*[23] reposent historiquement sur un échange de légitimité religieuse et de dons économiques et politiques (Rhani, 2008)[24]. « *Les grands saints officiellement vénérés sont nombreux (…) tous bénéficient des dons royaux et leurs descendants et serviteurs obtiennent leurs entrées au cœur du système* » (Hammoudi 2001). En dépit de leur apparente résistance à l'Islam officiel, les pratiques de l'Islam non orthodoxe demeurent un puissant vecteur d'islamisation (Doutté 1984; Gellner, 1969 ; Radi 1997) que le pouvoir a intérêt à conserver, voire à favoriser. Une

[23] Noblesse constituée des descendants du prophète et qui sont également ici les descendant des deux saint fondateurs de la confrérie. Ces *chorfa* (pluriel de cherif), également appelés *wouled siyyid* (littéralement « les enfants du saint ») sont les gardiens du mausolée et les protecteurs de la confrérie des Hamadcha.

[24] Sur la genèse du politique au Maroc et notamment les relations entre les chorfa et les rois que nous ne voulons pas développer ici plus avant, on se référera à l'article très complet de Rhani (2008).

intervention trop brutale sur les terres des *chorfa* risquerait de rompre ce fragile équilibre politique, en plus d'avoir des conséquences économiques défavorables.

Les revenus du pèlerinage à Sidi Ali, a fortiori pendant le *moussem*, alimentent une part importante de l'économie locale au bénéfice des habitants de Sidi Ali et des *chorfa*. L'organisation du *moussem* ainsi que la gestion des lieux de pèlerinage est assurée par les *chorfa* avec l'aide de la commune pour la gestion des campements et des stands marchands, et celle de l'État pour la sécurité publique. Les *chorfa* sont les bénéficiaires exclusifs des offrandes faites au mausolée, à la grotte et à la source sacrée par les dizaines de milliers de visiteurs venus échanger leur pouvoir monétaire contre de la *baraka*, et en tant que propriétaires fonciers et agricoles, certains d'entre eux sont indirectement bénéficiaires des dépenses faites par les visiteurs pour se loger, se nourrir, acheter des bêtes à sacrifier.

Pendant longtemps, le *moussem* a été principalement fréquenté par les membres de la confrérie et des pèlerins qui souhaitaient profiter de la *baraka* des deux saints fondateurs (Sidi Ali et Sidi Ahmed). Mais à partir des années 70, les effets de l'exode rural, de la scolarisation, la montée d'un certain puritanisme islamique véhiculé par de nouvelles classes moyennes éduquées, ont commencé à se manifester à l'intérieur des confréries qui ont alors vu les familles de *chorfa* se disperser, et la confrérie perdre de nombreux adeptes. La baisse des vocations confrériques a conduit certains groupes à salarier ces adeptes entraînant un phénomène de professionnalisation. Celle-ci a progressivement été renforcée par les nouvelles opportunités d'embauche offertes par les instances culturelles du Maroc dans le cadre de sa politique touristique, politique qui a stimulé la « folklorisation » des pratiques traditionnelles au Maroc[25]. A Sidi Ali, cette « folklorisation » a entraîné une augmentation des visiteurs, une diversification de leurs motivations, de nouvelles offres commerciales pour y répondre. A la vente de produits rituels comme les animaux (veaux, chèvres, moutons, poules destinés au sacrifice), les pierres, les épices, les bougies, les encens destinés à la protection ou aux offrandes, ainsi que des stands de musiques soufies, de voyance, de cartomancie, de magie noire ou blanche, sont venus s'ajouter celle de produits de consommation et de distraction (bibelots et différents souvenirs de Sidi Ali comme des caftans, des foulards, des vêtements ou encore des cosmétiques et des bijoux), ou des « services » comme la prostitution. La présence des groupes de Hamadcha s'est réduite au profit d'autres confréries populaires comme les Aïssawa, les Jilala ou les Gnawa qui ont trouvé à Sidi Ali un terrain favorable à la vente de leurs services spirituels.

La gestion de cette nouvelle manne financière est devenue objet de discorde et les *chorfa* ont commencé à se diviser entre les partisans de la modernisation, suspectés par leurs détracteurs de vouloir s'enrichir personnellement et d'y sacrifier l'esprit communautaire, et les pourfendeurs de la mercantilisation et de sa décadence

[25] « Au Ministère du Tourisme, différents services sont chargés de la promotion des moussems. Le service de la programmation les répertorie, les apprécie et les classe selon leur caractère spectaculaire ». (Reysoo, 1991 :181)

morale[26]. Même si la mauvaise publicité faite par la présence policière devenue brigade des mœurs anti homosexuelle était gênante, le rappel à l'ordre royal a été dans ce contexte plutôt bien accueilli par les *chorfa*.

Folklorisation et marché de la voyance

Le marché de la voyance compte pour une part importante des revenus monétaires du moussem et les *chouwafa* jouent un rôle grandissant dans l'économie de la médiation avec le surnaturel.

L'engouement actuel pour le patrimoine immatériel et le « folklore » assure aux confréries une présence accrue dans les réseaux du spectacle et du tourisme, au dépend notamment de leur mission d'inter-médiation avec le surnaturel laquelle est progressivement captée par une classe professionnelle d'individus comprenant les voyants, les cartomanciens et les fqihs. Comme le précisait un *cherif*[27] habitant près du sanctuaire : « *les visiteurs sont aujourd'hui plus intéressés par la grotte de Lalla Aïcha que par la visite rituelle au mausolée*». Les attentes consuméristes des visiteurs profitent directement aux voyants spécialisés dans la négociation avec la *jeniya*[28], et seulement indirectement aux différents groupes confrériques présents qui n'interviennent souvent qu'en second lieu sur les recommandations du voyant en fonction du carnet d'adresse ou des préférences de celui-ci. Le *charaf*, c'est-à-dire cette ascendance prophétique transmise par le lignage masculin[29], et source de *baraka*[30] pour les *chorfa,* est en permanence menacée par le pouvoir des voyants qui affirment être tenir d'une possession par des *mluk* une *charaf* plus efficace encore que celle acquise par héritage par les descendants du Prophète. Ces voyants qui sont en général des femmes sont d'ailleurs souvent accusés par les *chorfa* de charlatanisme ou d'être des prostituées. Comme l'écrit Rhani : « la voyante (…) est donc qualifiée de « sorcière », moins pour les rituels à tendances hétérodoxes qu'elle pratique, que pour le grand défi qu'elle pose, en tant que femme étrangère à un ordre social dominé par les hommes ». (Rhani,2009).

Cette progression du marché de la voyance, ou sa visibilité, serait observable dans tout le Maroc et l'élargissement ne serait pas seulement spatial mais également social puisque les classes moyennes et supérieures y auraient recours. Le sociologue Ahmed

[26] L'ancien *mizwar (chef de la confrérie, choisi par ses paires au sein des* chorfa) a ainsi été écarté à cause de sa gestion jugée trop mercantile des biens confériques et une association des « amis de Sidi Ali » a été créée pour reprendre les lieux en main.

[27] singulier de *chorfa*

[28] Les voyants sont installés dans des tentes ou des locaux loués à l'intérieur desquelles ils reçoivent leur clientèle.

[29] Le charaf signifie littéralement la noblesse et l'honneur.

[30] « la baraka arabe pourrait être rapprochée de la charis grecque (…)la notion de baraka symbolise la manifestation du divin dans le monde et l'existence, sous forme de dons accordés à certains individus (ou à certaines choses) » (Rhani, 2009)

Al Motamassik parle d'une « prolifération » des pratiques de voyance et de sorcellerie dans les entreprises[31]. Cette tendance s'accompagne d'une dénonciation plus offensive relayée par la presse de leur caractère « vénal ». Certes l'image de la voyante cupide n'est pas nouvelle, mais le marché de la voyance progresse dans un rapport de force économique et symbolique de plus en plus défavorable aux confréries et à l'Islam orthodoxe, ce qui génère un retour de la morale jusque dans la presse progressiste. Maroc Hebdo écrit par exemple : *« si le rayonnement du grand maître Soufie Sidi Ali Ben Hamdouch irradie encore cette région, c'est aussi grâce à la ténacité des croyances moyenâgeuses qui l'entourent et les pratiques de charlatanisme qui s'y pratiquent.* » (Maroc Hebdo, 2007).

Alors que la profession de *chouwafat* est traditionnellement tenue par des femmes – et que les hommes non *chorfa* ont plutôt vocation à exercer leur magie en tant que *fqih*[32]- les nouveaux voyants homosexuels auraient connu un succès immédiat auprès des clientes. Cet engouement proviendrait de leur double caractère féminin et masculin, qui leur conférerait la force masculine et la capacité d'être initiés comme des *chouwafat*[33]. Leur ambiguïté sexuelle les prédisposerait en particulier à travailler « *cheïtani* », la magie noire. On peut se demander si dans cette économie de l'innovation et de la surenchère de la puissance médiumnique avec le surnaturel, le chouwaf homosexuel ne constitue pas une nouvelle synthèse masculine et féminine plus subversive et donc plus efficace encore que la voyante, cette sorcière traditionnelle dont l'indépendance et la créativité avait déjà bien mis à mal le pouvoir religieux et économique des héritiers *chorfa*. Dans ce contexte particulièrement compétitif, les *chouwaf* homosexuels seraient l'objet de tentative de discrédits, assimilés à des sous-produits exogènes de la mercantilisation ou simplement à des prostituées. Remarquons que cette image est aussi bien relayée dans le milieu des voyantes et par les homosexuels que nous avons interrogés. Ainsi Jamila nous prévient que tous les *chouwaf* ne sont pas authentiques, qu'ils ne sont pas tous *medrob*, c'est-à-dire « frappés » par les *jnoun*, que beaucoup sont entrés dans ce domaine par opportunité financière. Pour Redouan autrefois, les voyants demandaient peu (œufs, farine) et soulageaient les gens, mais aujourd'hui « *ils demandent beaucoup d'argent, des animaux, et exploitent les gens* ». Ils sont organisés, nous explique-t-il, *« comme une mafia à Barbès* ».

[31] « Les rituels magiques sont fréquents dans les périodes d'incertitude » Entretien accordé par Ahmed Al Motamassik, sociologue d'entreprise, à *La Vie Eco*, propos recueillis par brahim habriche 16-01-2009. Egalement « Faudra-t-il inclure un module de s'hour dans les cursus de management ? », La Vie Eco, 16 Janvier 2009.

[32] Sur les différences entre *chouwafat* et *foqaha*, on se référera à Saadia Radi (1994)

[33] Comme le souligne S.Radi : «les Sawafat constituent un groupe marginal socialement déqualifié par sa propre qualification (…) la qualification professionnelle augmente même en fonction de la déqualification sociale, puisque les Juifs passent pour les sorciers les plus efficaces. En ce sens la marginalité (relative) n'est pas seulement une conséquence de l'activité du sorcier, elle est aussi la mesure de son efficacité (p191) ».

Retour à l'ordre moral et apolitisation

La mise en scène de la répression des homosexuels à Sidi Ali ne s'explique pas par une présence accrue des homosexuels car celle-ci est bien plus importante à Marrakech, Casablanca ou même à Fez où le pouvoir n'est jamais intervenu comme en Egypte[34]. Elle s'explique plutôt par la symbolique du lieu favorable à un rappel national de retour à l'ordre moral. A l'instar du mois de ramadan propice au discours religieux, le moussem de Sidi Ali offre une fenêtre d'opportunité médiatique dans la presse populaire. Si l'épouvantail de l'homosexualité est ainsi agité, c'est précisément parce que les conditions d'un débat de société sur l'homosexualité ne sont pas réunies, qu'aucune discussion de fond n'émergera de la classe politique. La « chasse aux homosexuels » n'a pas d'impact sur l'économie du moussem et le retour à l'ordre moral exprime une volonté des *chorfa* de limiter les effets de la mercantilisation du moussem.

Le rappel à l'ordre moral se manifeste à la tribune de Sidi Ali, mais ses causes sont identifiables ailleurs. Comme l'a montré Ferrié, la morale sexuelle s'offre comme une ressource de pouvoir «*parce qu'elle permet d'instaurer une relation à autrui fondée sur un principe hiérarchique de dépendance ».* « *L'ordre moral permet ainsi de dépolitiser des relations de domination en les transposant dans l'espace non conflictuel du respect des convenances et du respect d'autrui »* (Ferrié, 1995, p201).

Cette mise en scène de la répression intervient après et rappelle les images de procès collectifs d'homosexuels diffusées pendant et à la suite de l'affaire du Queen Boat égyptien. Pourtant le pouvoir marocain n'est pas, comme en Égypte menacé par les partis islamistes peu à peu « makhzénisés » [35]. En 2008, les thèmes de mobilisation du PJD sont passés du religieux et moral à des thèmes plus politiques (Khadija Mohsen-Finan, *ibid*) et ce n'est pas un député islamiste mais le député conservateur de l'Union Constitutionnelle (Al-ittihad ad-doustouri) à Kénitra, Driss Radi, qui a porté au Parlement la question de la présence des homosexuels à Sidi Ali[36]. Cette surenchère morale est le résultat d'une saturation religieuse de l'espace politique marocain[37] qui

[34] Le 11 mai 2001, cinquante-cinq Égyptiens étaient arrêtés sur le Queen Boat, un restaurant-discothèque fréquenté par la communauté gay. Les prévenus ont déclaré avoir été frappés et agressés verbalement pendant leurs premiers jours de détention. Cinquante-deux ont fait l'objet de poursuites et sont restés emprisonnés. L'affaire a connu plusieurs rebondissements jusqu'en 2003. Finalement vingt-un ont été condamnés par le tribunal correctionnel de Qasr el-Nil au Caire pour s'être "adonnés à la luxure" alors que 29 autres ont été acquittés faute de preuves. Les condamnés n'étaient pas présents au tribunal et ont la possibilité de faire appel.

[35] Selon Khadija Mohsen-Fina, deux grandes structures occupent au Maroc le champ de l'islamisme : le PJD et Justice et bienfaisance (al-Adl Wal Ihssan). D'autres groupuscules existent, défendant des modèles divers de société obéissant à l'islam. Leur stratégie, comme leur idéologie, oppose le PJD et la formation d'Abdessalem Yassine qui reste en dehors du système. In Maroc : l'émergence de l'islamisme sur la scène politique, Politique étrangère : Islams d'Occident et d'ailleurs, Printemps 2005/1 p. 73 à 84.

[36] Tel Quel, n° 317 Avril 2008, *Scandale. La nouvelle chasse à l'homo.*

[37] Trois catégories d'acteurs : les institutions et organisations religieuses reconnues par l'État incluant les oulémas ; les confréries mystiques et leurs chefs, les imams de mosquées ; et les partis politiques qui se

oblige le pouvoir à une surveillance constante pour devancer ses concurrents sur le terrain de la morale et du religieux. Lorsque les oulémas dénoncent et condamnent «l'apologie de l'homosexualité», le gouvernement rappelle aussitôt qu'il compte protéger «les valeurs morales de la société marocaine» de «comportements ignobles» et de «l'apologie de l'homosexualité»[38] visant directement la presse accusée de provoquer « l'opinion publique nationale »[39]. Cette stratégie s'inscrit dans l'histoire longue du Maroc. La réaffirmation de la prohibition de l'homosexualité et surtout de son caractère exogène, a maintes fois dans l'histoire au Maroc, ou dans d'autres pays musulmans ou colonisés servi à faire coïncider l'être national avec un idéal moral coranique : « Le discours nationaliste local, depuis le premier tiers du vingtième siècle, tout comme le discours islamiste moderne qui prend le relais dans le dernier tiers du siècle, présentent la norme hétérosexuelle et la prohibition de l'homosexualité comme des données éternelles et identitaires caractérisant le «peuple», exempt de souillure, résistant à la contamination des peuples voisins (Perses, Arabes, Turcs, selon la perspective dans laquelle on se place) puis par l'Occident »[40]. La presse francophone progressiste elle aussi évoque l'influence étrangère à l'origine des « revendications des homosexuels marocains ». L'éditorialiste Driss Ajbali écrit : *"Elles s'inscrivent dans le registre du combat pour les droits d'une catégorie précise supposée minoritaire (…) C'est de bonne guerre. (...) 200 ans de débat, de combat et cinq Républiques plus tard, les gays français pouvaient enfin défiler dans les boulevards parisiens avec d'énormes Gay Pride. (...) On ne peut secouer la société marocaine plus qu'il ne faut. Elle a son rythme, sa propre voilure et ses propres priorités. L'intolérable, c'est que ces questions de société marocaine se délibèrent, de plus en plus, dans des salons parisiens ou madrilènes. Il y a comme un zèle chez certains pour avoir des parapluies étrangers et un protectorat pour défendre leurs idées. Insupportable. C'est là, la vraie indécence.[41]"*. L'indécence ne serait donc pas tant sexuelle qu'étrangère.

---

réclament de l'islam, le tout couronné par un monarque descendant direct du Prophète, commandeur des croyants et gardien des textes. Cette situation résulte d'une stratégie de fragmentation opérée par Hassan II en une diversité d'organisations reliées à la monarchie sur lesquelles le régime peut s'appuyer, sans qu'aucun ne capte assez de légitimité religieuse pour remettre en question celle du roi (Zeghal).

[38] AFP, Le Maroc hausse le ton contre la «dérive morale»24 mars 2009.

[39] «L'objectif, précise le ministère, est de préserver la sécurité morale du citoyen et d'immuniser notre société contre tout comportement irresponsable qui est aux antipodes de son identité et de ses valeurs» (AFP,24/03/09)

[40] Frédéric Lagrange, *Islam d'interdit, Islam de jouissances. La recherche face aux représentations courantes de la sexualité dans les cultures musulmanes*. Recherche inédite en vue de l'Habilitation à Diriger la Recherche (H.D.R.) ; Université Paris IV Sorbonne, 2007-2008. Sur les liens entre homosexualité, islam, colonialisme et post-colonialisme, on se référera notamment aux travaux en français de Dakhlia (2007a, 2007b) ; de Broqua (2007), de Dorlin (2009) et en anglais Aldrich (1993 ; 2003) ; Massad (2007) ; Roscoe, W., & Murray, S. (1997) ; Schmitt and Sofer (1992) ; Whitaker (2008).

[41] Aujourd'hui le Maroc, 15/03/2009.

Peut-on être gay et marocain ?

Le nationalisme marocain qui se nourrit des représentations d'une homosexualité exogène et décadente est assez largement intériorisé par nos interviewés homosexuels. Le jugement de valeur négatif qu'ils portent sur la visibilité homosexuelle contraste fortement avec leurs compétences effectives, leur capacité à se reconnaître entre eux, à se regrouper dans des lieux réservés, ou encore avec la longueur de leur carnet d'adresses. Cheveux bien coiffés, légèrement gominés, lunettes sans tain, chemises à fleurs ouvertes à moitié laissant apparaître sur un torse dénudé de grosses chaînes en argent, Kerim et Aziz arrivent sur la terrasse d'un café de l'avenue qui longe la côte de Aïn Diab, entourée de palmiers, à la manière de Starsky et Hutch à Miami. Nous réalisons deux heures d'entretien au cours desquels ils nous confient les détails d'une vie sans répit, à rechercher de nouveaux partenaires et aventures d'un soir. Pour eux, être homosexuel est un avantage, et même une facilité par rapport à la vie hétérosexuelle d'un garçon de leur âge (22 ans). La seule contrainte - mais elle est minime à leur âge expliquent-ils- c'est que « la famille ne doit pas savoir ». Abdel Ali rencontré à Fez dans les quartiers résidentiels riches où il vit avec d'autres hébergé par un ami étranger homosexuel, pose la même limite en expliquant que de toute façon un jour il cessera d'être homosexuel. Le réseau des gay marocains leur apparait aisément identifiable. Il existe des lieux réservés, notoirement gays et tolérés par les pouvoirs publics, et la sociabilité homosexuelle passe également par la circulation d'information sur des partenaires potentiels. Abdel Ali prétend ainsi connaître avec grande précision tous les passifs de la Fez, ils seraient « 126 » , les actifs, eux, étant innombrables. Il nous cite l'exemple d'un bel ami de 25 ans issu d'un milieu aisé et possédant un répertoire considérable : *« on a passé 20 jours en medina, à sortir, a faire des fêtes, c'était après l'aïd, on était trois passifs et chaque jour il nous amenait 4 actifs nouveaux, 80 en tout, tu vois. L'actif on le voyait, le lendemain il en ramenait un autre. Je peux pas te dire combien, mais la liste était énorme !».*

Mais alors qu'ils prennent plaisir à décrire avec détails leurs conquêtes ou celles de leurs amis, le ton devient bien moins enjoué, prenant une tournure parfois dramatique lorsqu'il s'agit de porter un regard sur l'homosexualité au Maroc. Hichem de Fez dénonce les médias qui parlent des mariages homos à Sidi Ali : « *ils veulent que la société soit entre parenthèses « ouverte ». Moi je suis d'accord qu'elle soit fermée, mais fermée avec respect car on est islamique, l'Islam est contre çà (l'homosexualité); et moi je pense qu'il viendra un jour ou j'arrêterai tout çà, je vais pas rester gay. On (nous, les homos marocains) est fermé avec respect, ça veut dire qu'on ne veut pas attirer l'attention, on est normal, on s'habille normalement, et dans ce cas on* doit *être respecté »* Devoir, vouloir, pouvoir, Hichem hésite entre ces termes. *« Il y a des lignes rouges qu'on* veut *pas passer, on doit s'y arrêter, on ne peut pas dépasser la limite* ». La limite est à la fois religieuse et sociale : « *Si c'est ouvert on va avoir des problèmes sociaux. Pour le moment il y a des homo qui font la rue, c'est à peu près 5%, mais si c'est ouvert, il y en aura partout et on n'aura plus une société marocaine, on n'est pas des Européens ni des Américains, on vit en Afrique au Maroc. On garde toujours nos origines. C'est contre la religion et contre la société, il y a une ligne rouge* ».

Le discours réprobateur tenu est d'autant plus fort que nos interviewés ont le sentiment que l'homosexualité ne constitue pas une limite au désir sexuel masculin. La sexualité masculine est ici assimilée à la pénétration. Pour Kerim de Casablanca « *tous les hétéros* » peuvent « c*raquer* » face aux avances d'un bel homme. Abdel Ali de Fez raconte cette anecdote sur l'irrésistibilité homosexuelle masculine : « *Une femme de 65 ans chouwafat qui a vraiment tout fait, elle m'a dit que dans la vie elle a peur de deux choses : de « zamel et zaman»* (« l'homosexuel et le temps »). *Le temps parce qu'on n'y échappe pas, l'homo parce qu'il a la raison de l'homme et le poison de la femme ».* Et Abdel Ali de conclure *: « Quand quelqu'un me plaît, je peux l'avoir.* »

Dans ce contexte de tentation et d'accès aisé d'une pratique illégale, l'acceptabilité sociale de l'homosexualité est inversement proportionnelle à sa visibilité. Les *chouwafa* de Sidi Ali sont beaucoup trop voyants, trop exposés, et constituent pour les homosexuels des ennemis de l'intérieur. S'ils défendent autant la discrétion, c'est qu'ils n'ont aucun intérêt à la médiatisation des affaires des mariages homosexuels qui met en lumière l'existence de pratiques interdites et structure un discours de réprobation homophobe instrumentalisable par les partis politiques. Politiser la question homosexuelle c'est remettre en question l'accommodement de l'homosexualité discrète qui permet d' « avoir » des relations homosexuelles sans « être » homosexuel[42].

Sur la question des mariages, tous nos enquêtés homosexuels pensaient que les « gays » avaient pu en effet tenter de faire du moussem de Sidi Ali un lieu festif communautaire, aller s'y «amuser ». Fouad de Fez proteste : « *non c'est pas seulement les gays qui vont la bas ! Il y en a mais c'est des putes, hommes et femmes moi je sais rien, je sais qu'il y a des filles qui vont la bas pour faire la fête des jnouns, pour qu'ils amènent beaucoup de clients. (…) Non il n'y a pas de mariages. Ils* (les gays) *sont heureux, ils sont biens, ils vont faire la fête, ils sont pas sérieux, ils font ça avec les amis, c'est comme un jeu d'enfants, on simule un mariage, c'est tout* ». Le *buzz* médiatique autour de l'affaire des mariages homosexuels s'explique selon Abdel Ali par l'intervention de groupes de pression gays qui aurait manipulé la presse pour *«habituer (*l'opinion publique*) avec des paroles comme ça ».* Abdel Ali fait ainsi référence à des lobbies étrangers, et plus particulièrement « un lobby juif », sans pouvoir nous donner plus de détails. Pour Redouan les homos veulent leur propre *doula* (état, pays). Les manifestations et excès (mariage homosexuels) rapportés par la presse sont selon eux symptomatiques d'une dérive morale relativement récente de l'univers de la voyance et des confréries, qu'ils attribuent à des forces extérieures venues de Casablanca, des Juifs, des médias ou des pays occidentaux. On retrouve chez les homosexuels les arguments populistes nationalistes pour lequel l'étranger est dépositaire et vecteur de décadence morale. Le message de retour à l'ordre moral envoyé par le pouvoir aurait donc atteint sa cible. Mais en attendant, qu'ils soient

[42] La rupture avec cet ethos islamique de l'évitement pour reprendre l'expression de Murray Roscoe (1997) a permis à l'homosexualité de se perpétuer dans les sociétés islamiques qui s'est montrée jusqu'ici très efficace au cour du temps à générer des modèles d'homosexualité plus complexe et riche que dans les sociétés occidentales (Massad 2007).

organisés par Satan ou des lobbies étrangers, les homosexuels marocains eux savent que, vrais ou faux, il y a eu des mariages homosexuels à Sidi Ali ...

Bibliographie

Ouvrages référés

ALDRICH Robert, 1993, *The Seduction of the Mediterranean*, London, Routledge, 288p.

ALDRICH Robert, 2003, *Colonialism and Homosexuality*, London, Routledge, 449p.

BROQUA Christophe 2007, "Compositions silencieuses avec les normes sexuelles à Bamako." *Terroirs : revue africaine de sciences sociales et de philosophie*. janvier-juin 2007, n° 1-2, p. 33-47.

CRAPANZANO, Vincent, 2000, *Les hamadcha. une étude d'ethnopsychiatrie marocaine*, Paris, Les Empecheurs Penser en Rond, 386p.

DAKHLIA Jocelyne, 2007a, « Homoérotismes et trames historiographiques du monde islamique ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 5, p. 1097-1120.

DAKHLIA Jocelyne, 2007b, « Harem : ce que les femmes, recluses, font entre elles ». *Clio*26 /2, p. 61-88.

DORLIN Elsa, 2009, *La matrice de la race : Généalogie sexuelle et coloniale de la Nation française*, Paris, Editions La Découverte, 320p.

FERRIE, Jean-Noël, 1995, « Lieux intérieurs et culture publique au Maroc », *Politix*, 8(31), p. 187-202.

HAMMOUDI Abdellah, 2001, *Maîtres et disciples*, Paris, Maisonneuve & Larose, 284p.

MASSAD Joseph Andoni, 2007, *Desiring Arabs,* Chicago*,* University Of Chicago Press, 469p.

MOHSEN-FINAN Khadija, 2005, « Maroc : l'émergence de l'islamisme sur la scène politique », *Politique étrangère : Islams d'Occident et d'ailleurs* Printemps 2005/1, p. 73-84.

RADI saadia, 1994, "Croyance et référence : L'utilisation de l'Islam par le Fqih et par la šuwāfa à Khénifra (Maroc) ", *Annuaire de l'Afrique du Nord* 33, p. 189-199.

REYSOO Fenneke, 1991, *Pèlerinages au Maroc.* Éditions de l'Institut d'ethnologie, Neuchâtel, Ed MSH Paris, 227p.

RHANI, Zakaria, 2008, Saints et rois : la genèse du politique au Maroc, *Anthropologica* 50(2), pp. 375-388.

RHANI Zakaria, 2009, "Le chérif et la possédée. Sainteté, rituel et pouvoir au Maroc." *L'Homme,* 190/2, EHESS, p. 27-50.

ROSCOE Will and MURRAY Stephen, 1997, *Islamic Homosexualities: Culture, History, and Literature,* New York, NYU Press, p348.

SCHMITT Arno and SOFER Jehoeda, 1992, *Sexuality an eroticism among males in Moslem societies*, New York, Haworth Press, 224p.

WHITAKER Brian, 2008, *Parias*, NY, Demopolis.235p.

Presse francophone marocaine examinée

Tel Quel n°369 DÉBAT. *L'homosexualité ce n'est pas les autres, réponse de Rachid Benzine à la lettre de A.Taïa*

Tel Quel n°367. *A.Taïa Inédit. L'homosexualité expliquée à ma mère*, du 4 au 10 Avril 2009.

Tel Quel n°365. *Une journée chez les Hmadcha Des centaines de milliers de pèlerins se sont rendus à Sidi Ali Ben Hamdouch, pour célébrer le Moussem mystico-païen voué au Saint de la région de Meknès*, du 19 au 26 Mars 2009.

Tel Quel n°363, Samir Bergachi. *La situation des homosexuels s'est améliorée*, 6 au 13 Mars 2009.

Tel Quel, n° 317, Scandale. *La nouvelle chasse à l'homo*, 29 Mars au 4 Avril 2008.

Tel Quel n°300, Événement. *Choquant ! La chasse à l'homo (Ksar el Kebir)*, du 1er au 7 décembre 2007.

Tel Quel, n°120. *Être homo au Maroc*, du 5 au 12 Avril 2004.

Maroc Hebdo, n° 746, *Chronique de Driss Fahli*, 26 au 31 Mai 2007

Maroc Hebdo, n°746*, Une fable que Lafontaine n'aurait pas pu raconter, Carlos et Fernando* par Driss Fahli.

Maroc hebdo, n°769, *Ils ont bon dos, les homos,* Loubna Bernichi.

Maroc Hebdo, n° 785, *Moussem de sidi Ali ben hamdouche, a zerhoune Le saint venu de Syrie*. Loubna Bernich.

Maroc Hebdo International, n°829, *"10% des Marocains sont homos", Interview de Samir Bergachi, coordinateur général de l'Association Kifkif de défense des droits des homosexuels*. Propos recueillis par Mouna Izddine, , 06 au 12 mars 2009.

Aujourd'hui le Maroc, *Affaire de Ksar El-Kébir : Prison ferme pour les accusés*, 12 /12/2007

Aujourd'hui le Maroc, *Ksar El Kébir : Arrestation de huit personnes dans l'affaire du prétendu mariage homosexuel* par Omar Dahbi, 28/11/2007.

Aujourd'hui le Maroc, *Trois mois de prison pour un imam homosexuel,* 13/04/2009

Aujourd'hui le Maroc, *Label marocanité : Sans fards ni tabous,* par Driss Ajbali, 05/03/2009

Le Reporter. *Au « moussem » de Sidi Ali Ben Hamdouche (Meknès/Maroc) : Des hommes se marient...avec des hommes*, 29/04/2007.

La Nouvelle Tribune. *Moussem Sidi Ali Ben Hamdouch : L'Intérieur plus rapide que le PJD,* 2007 s.d.

La Gazette du Maroc. *Sidi Ali Ben Hamdouche : Un Moussem sous le signe des bonnes mœurs,* 28/03/2008.

La Vie Eco, *Faudra-t-il inclure un module de s'hour dans les cursus de management ?,* 16/01/2009

Media francophones non marocains examinée

AFP, *Le Maroc hausse le ton contre la «dérive morale»*, 25/03/ 2009.

AFP, *Maroc : diffamation dans une affaire d'homosexualité*, 07/11/ 2008.

Autrement : La question homosexuelle au Maroc, par Rachid Benzine, 10/04/2009.

France 24, *Maroc Le commentaire de Khadija Ryadi, présidente de l'Association marocaine des droits humains*, 15/12/2007.

France 24, *Les homosexuels marocains sortent de l'ombre* 26/03/2009.

France 24, *L'État ne doit pas interférer dans ce que les gens font dans leur lit* 26/03/2009.

France 24, *MAROC, Chasse aux gays à Ksar el Kébir*, 15/12/2007.

France Soir. *Maroc - Condamnés pour "homosexualité", Un faux mariage gay sème la polémique* par Samira El Gadir, 08/01/2008.

GayMaroc.net, Homosexualité au Maroc : Polémique entre associations et islamistes, Madrid, 06/03/2009.

Kelma, *L'homosexualité est un fait arabe: explications de Malek Chebel*, 19/02/2008.

Radio France Internationale. *Maroc, Les homosexuels entre résignation et optimisme*, 30/06/2003.

Rue89, *La vidéo d'un faux mariage gay enflamme le Maroc* par Cerise Maréchaud, 20/12/2007.

Têtu, *Les oulémas marocains lancent une fatwa contre «l'apologie de l'homosexualité*, par Habibou Bangré, 13/03/2009.

Têtu, *Maroc : Abdellah Taïa explique l'homosexualité à sa mère*, par Marc Endeweld, 16/04/2009.